

Italie (ratification: 1981)

Observation, 1998

1. La commission note les informations communiquées dans le rapport du gouvernement et la large législation apportée par le gouvernement. Elle note avec intérêt l'adoption du décret législatif no 626 du 19 septembre 1994 donnant effet, entre autres, à la directive européenne no 90/394 assurant l'application des articles 2, 5 et 7, paragraphe 1, de la convention.

2. Dans les commentaires précédents, la commission a noté que certaines dispositions de la convention ne sont pas couvertes par la directive no 90/394/CEE et, par conséquent, elle a prié le gouvernement de préciser de quelle manière les articles 4, 6, 9, 10 et 11 de la convention sont appliqués. La commission constate à cet égard que le décret législatif no 626 ne contient pas de précision quant à l'application des dispositions détaillées susmentionnées de la convention.

Articles 4 et 1 b). Dans les précédents commentaires, la commission a noté qu'en vertu de la loi no 245 sur la limitation de l'utilisation du benzène et ses homologues dans le travail, du 5 mars 1963, l'utilisation du benzène et des solvants renfermant plus de 2 pour cent de benzène en poids est interdite dans certains travaux. La commission a rappelé qu'en vertu de l'article 1 b) de la convention les dispositions de celui-ci doivent s'appliquer aux produits dont le taux en benzène dépasse 1 pour cent en volume. La commission note que ni la directive no 90/394/CEE, ni le décret législatif no 626 du 19 septembre 1994 modifient l'application de la loi no 245 au sens où ils assureraient que ses mesures s'appliquent aux produits dont le taux en benzène dépasse 1 pour cent en volume. La commission souhaiterait souligner que la convention se réfère aux produits dans lesquels le benzène excède 1 pour cent en volume. Etant donné que la comparaison entre le pourcentage par poids et celui par volume varie selon le produit contenant le benzène, il sera difficile de déterminer si la convention est strictement appliquée aussi longtemps que la législation se réfère au pourcentage par poids. La commission veut croire que le gouvernement prendra dans les meilleurs délais les mesures nécessaires pour modifier la législation existante, notamment la loi no 245, afin d'assurer que les dispositions adoptées en application de la convention couvrent le benzène et tous les produits dont le taux en benzène dépasse 1 pour cent en volume. Le gouvernement est prié de communiquer des informations sur tout progrès réalisé à cet égard.

Article 6, paragraphes 2 et 3. Dans les commentaires précédents, la commission a noté la déclaration du gouvernement selon laquelle, bien qu'un certain nombre d'entreprises appliquent des valeurs seuils à l'exposition au benzène, il n'existe aucune réglementation générale assurant que les travailleurs ne soient pas exposés à des concentrations de benzène dans l'atmosphère des lieux de travail dépassant 80 mg/m³. La commission rappelle qu'en vertu de l'article 6, paragraphe 2, l'autorité compétente doit fixer un niveau maximum d'exposition au benzène ne dépassant pas 80 mg/m³. La commission note que le décret législatif no 626, après différents amendements, est entré en vigueur et ne contient pas de dispositions sur ce point particulier et que le gouvernement ne semble pas avoir adopté une directive sur cette question. Par conséquent, le gouvernement est prié d'indiquer dans son prochain rapport les mesures prises ou envisagées pour assurer que cette limite d'exposition n'est pas dépassée sur le lieu de travail, et de préciser les mesures prises par l'autorité compétente pour émettre des directives quant à la façon de procéder pour déterminer la

1. The Committee notes the information provided by Government in its report and the many legislative texts attached. It specifically notes with interest the adoption of Legislative Decree No. 626 of 19 September 1994 giving effect, inter alia, European Directive No. 90/394, which ensures the application Articles 1, 5 and 7, paragraph 1, of the Convention.

2. In its previous comment, the Committee noted that certain provisions of the Convention are not covered by EEC Directive No. 90/394 and therefore requested the Government to indicate the manner in which Articles 4, 6, 9, 10 and 11 of the Convention are applied. The Committee notes in this respect that Legislative Decree No. 626 does not contain information on the application of the above detailed provisions of the Convention.

Articles 4 and 1(b). In its previous comments, the Committee noted that, by virtue of Act No. 245 of 5 March 1963 limiting the use of benzene and its homologues in work, the use of benzene and solvents containing more than 2 per cent by weight of benzene is prohibited in certain types of work. The Committee recalled that, under Article 1(b) of the Convention, its provision must apply to products the benzene content of which exceeds 1 per cent by volume. The Committee notes that neither EEC Directive No. 90/394, nor Legislative Decree No. 626 of 19 September 1994, modify the application of Act No. 245 by ensuring that its measures apply to products containing more than 1 per cent by volume of benzene. The Committee wishes to emphasize that the Convention refers to products the benzene content of which exceeds 1 per cent by volume. Since comparisons between the percentage by weight and the percentage by volume vary according to the product containing benzene, it will be difficult to determine whether the Convention is strictly applied while the legislation refers to the percentage by weight. The Committee trusts that the Government will take the necessary measures as soon as possible to amend the existing legislation, and particularly Act No. 245, to ensure that the provisions adopted in application of the Convention cover benzene and all products the benzene content of which exceeds 1 per cent by volume. The Government is requested to indicate information on any progress achieved in this respect.

Article 6, paragraphs 2 and 3. In its previous comments, the Committee noted the Government's statement that, while a number of enterprises apply threshold limits for benzene exposure, no general regulation exists to ensure that workers are not exposed to concentrations of benzene vapour in the air greater than 80 mg/m³. The Committee recalls that, in accordance with Article 6, paragraph 2, the competent authority shall fix a maximum level of exposure to benzene not exceeding a ceiling value of 80 mg/m³. The Committee notes that Legislative Decree No. 626, following various amendments, has come into force and does not contain provisions on this specific point and that the Government does not appear to have adopted a directive on this subject. The Government is therefore requested to indicate in its next report the measures taken or envisaged to ensure that this exposure limit is not exceeded at the workplace and to indicate the measures taken by the competent authority to issue directives on carrying out the measurement of concentrations of benzene in the air of pla

concentration de benzène dans l'atmosphère des lieux de travail.

of employment.

Article 9, paragraphe 1. La commission note que l'article 4 de la directive no 90/394/CEE prévoit une surveillance de la santé des travailleurs susceptibles d'être exposés à des agents cancérogènes, et que l'annexe II de ladite directive recommande que la surveillance médicale incluse, le cas échéant, une surveillance biologique. La commission souhaite rappeler que cet article de la convention prescrit des examens médicaux approfondis avant l'emploi et des examens médicaux ultérieurs périodiques, qui doivent comprendre un examen de sang, pour les travailleurs appelés à effectuer des travaux entraînant l'exposition au benzène ou à des produits renfermant du benzène. La commission prie le gouvernement d'indiquer quelles sont les mesures prises pour garantir que les travailleurs soient soumis à des examens préalables à l'emploi et à des examens ultérieurs périodiques qui comportent un examen de sang.

Article 9, paragraphe 2. Dans les précédents commentaires, la commission a noté que l'article 35 du décret présidentiel no 303/1956 sur la protection des travailleurs contre l'exposition aux substances toxiques habilite l'autorité compétente à exempter certains travailleurs d'examens médicaux si le risque d'exposition au benzène est négligeable. Dans son rapport pour la période se terminant le 30 juin 1985, le gouvernement a indiqué que ces dérogations seraient réglementées de façon systématique dans le projet de législation relatif au benzène qui était envisagée à l'époque. Dans son rapport pour la période se terminant le 30 juin 1990, le gouvernement a indiqué que la question des exemptions d'examens médicaux serait réglée par l'adoption des directives pertinentes de la CEE et que la réglementation nationale ne serait établie qu'après consultation des organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés. Or la commission note que le gouvernement a adopté le décret no 626 qui donne effet à la directive et qui ne contient pas de dispositions en conformité avec la prescription de l'article 9, paragraphe 2, de la convention, laquelle prévoit des dérogations aux examens médicaux qui peuvent être accordées à des catégories déterminées de travailleurs après consultation des organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs intéressés. Etant donné que la dérogation prévue dans le décret présidentiel no 303/1956 ne garantit pas une telle consultation, mais est accordée cas par cas par l'autorité compétente et que le décret no 626 ne prévoit pas non plus une telle consultation, le gouvernement est prié d'indiquer dans son prochain rapport les mesures prises pour garantir que toute dérogation aux examens médicaux pour les travailleurs occupés à des travaux entraînant l'exposition au benzène ne sera accordée qu'après consultation des partenaires sociaux intéressés.

Article 10, paragraphe 1. Dans les commentaires précédents, la commission a noté les informations contenues dans le rapport du gouvernement quant au projet de loi visant à déterminer les qualifications des médecins qui examinent les travailleurs exposés au benzène ou à d'autres substances. La commission note que le rapport du gouvernement ne fait plus mention d'un tel projet. Elle note cependant que l'article 2(d) du décret législatif no 626 du 19 septembre 1994 ne définit que les termes "médecin compétent" et "médecin spécialisé en matière de travail". La commission prie en conséquence le gouvernement d'indiquer les mesures prises ou envisagées pour garantir que les examens médicaux des travailleurs occupés à des travaux entraînant l'exposition au benzène ou à des produits renfermant du benzène soient effectués sous la responsabilité d'un médecin qualifié agréé par l'autorité compétente avec l'aide, le cas échéant, de laboratoires compétents. Le gouvernement est, en outre, prié d'indiquer la façon dont ces

Article 9, paragraph 1. The Committee notes that section 4 of EEC Directive No. 90/394 provides for health surveillance of workers likely to be exposed to carcinogens and that Annex II of the above Directive recommends that health monitoring include where appropriate, biological monitoring. The Committee recalls that this Article of the Convention requires a thorough pre-employment medical examination and periodic re-examinations, which shall include a blood test, for workers who are to be employed in work processes involving exposure to benzene or products containing benzene. The Committee requests the Government to indicate the measures which have been taken to ensure that workers are subject to pre-employment examinations and periodic re-examinations which include a blood test.

Article 9, paragraph 2. In its previous comments, the Committee noted that section 35 of Presidential Decree No 303/1956 respecting the protection of workers against exposure to toxic substances, empowers the competent authority to exempt certain workers from medical examinations where the risk of exposure to benzene is negligible. In its report for the period ending 30 June 1985, the Government stated that these exemptions would be systematically regulated in the draft legislation on benzene that was envisaged at the time. In its report for the period ending 30 June 1990, the Government stated that the issue of exemptions from medical examinations would be resolved by the adoption of the relevant EEC directives and that national regulations would be established after consultation with the most representative organizations of employers and workers concerned. However, the Committee notes that the Government has adopted Decree No. 626, which gives effect to the Directive, and which does not contain provisions which are in conformity with the requirement of Article 9, paragraph 2, of the Convention, which provides that exceptions from medical examinations may be permitted in respect of specified categories of workers after consultation with the most representative organizations of employers and workers concerned. Since the exemptions provided for in Presidential Decree No. 303/1956 do not guarantee such consultations, but are granted on a case-by-case basis by the competent authority, and since Decree No. 626 does not envisage such consultations either, the Government is requested to indicate in its next report the measures which have been taken to ensure that any exemption from medical examinations for workers employed in work processes involving exposure to benzene are only permitted after consultation with the social partners concerned.

Article 10, paragraph 1. In its previous comments, the Committee noted the information contained in the Government's report concerning the Bill to determine the qualifications of physicians examining workers exposed to benzene and other substances. The Committee notes that the Government's report makes no further mention to the above Bill. However, it notes that section 2(d) of Legislative Decree No. 626 of 19 September 1994 only defines the terms "competent physician" and "specialized occupational physician". The Committee therefore requests the Government to indicate the measures which have been taken or are envisaged to ensure that medical examinations of workers employed in work processes involving exposure to benzene or to products containing benzene are carried out under the responsibility of a qualified physician, approved by the competent authority, and with the assistance, as appropriate, of a competent laboratory. The Government is

examens sont attestés.

Article 11, paragraphe 1. Dans les précédents commentaires, la commission a noté que l'article 3 de la loi no 1204 du 30 décembre 1971 sur la protection des mères qui travaillent interdit l'emploi des femmes aux travaux dangereux pendant la grossesse et les sept mois qui suivent l'accouchement. La commission note que la lettre circulaire ministérielle no 28/98 du 4 mars 1998, tout en rappelant une décision de la Cour constitutionnelle en la matière, confirme l'interdiction imposée par l'article 3 de la loi susvisée et rappelle les attributions de l'Inspection du travail dans ce domaine. La commission souhaite rappeler que cette disposition de la convention prévoit que les mères qui allaitent ne doivent pas être occupées à des travaux comportant l'exposition au benzène ou aux produits renfermant du benzène. Cette disposition vise à protéger la mère et l'enfant pendant toute la période au cours de laquelle une mère est susceptible d'allaiter son enfant et qui peut souvent dépasser les sept mois après l'accouchement. Par conséquent, l'interdiction d'emploi des mères pendant l'allaitement ne peut pas être limitée par voie législative à une période déterminée. La commission espère que le gouvernement prendra, dans un proche avenir, les mesures nécessaires pour assurer que les mères qui allaitent (quelle que soit la durée de la période de l'allaitement) ne soient pas occupées à des travaux comportant une exposition au benzène ou aux produits renfermant du benzène. Elle espère que le prochain rapport du gouvernement fera état des progrès réalisés à cet égard.

Article 11, paragraphe 2. Se référant aux commentaires antérieurs, où la commission a noté que, conformément à la loi no 903 du 9 décembre 1977, l'âge minimum pour l'emploi à des travaux comportant une exposition au benzène ou à des produits renfermant du benzène a été fixé à 16 ans. La commission rappelle une fois de plus que cette disposition de la convention interdit l'emploi de jeunes gens de moins de 18 ans, sauf s'ils reçoivent une éducation ou une formation et s'ils font l'objet d'un contrôle technique et médical adéquat. La commission exprime l'espoir que le gouvernement prendra, dans un proche avenir, des mesures nécessaires pour garantir qu'aucun jeune âgé de moins de 18 ans ne soit occupé à des travaux comportant l'exposition au benzène ou aux produits renfermant du benzène.

La commission espère que le prochain rapport du gouvernement fera état de tous progrès réalisés en la matière.

also requested to indicate the manner in which these examinations are certified.

Article 11, paragraph 1. In its previous comments, the Committee noted that section 3 of Act No. 1204 of 30 December 1971 respecting the protection of working mothers prohibits the employment of women in dangerous work during pregnancy and during the seven months following delivery. The Committee notes that Ministerial Circular No. 28/98 of 4 March 1998 referring to a ruling by the Constitutional Court on this subject confirms the prohibition imposed by section 3 of the above Act and recalls the functions of the labour inspectorate in this field. The Committee recalls that this provision of the Convention provides that nursing mothers shall not be employed in work processes involving exposure to benzene or products containing benzene. This provision is intended to protect mothers and children during the whole period that mothers are likely to nurse their children, which may often exceed seven months following delivery. As a consequence, the prohibition on the employer of nursing mothers cannot be limited by the legislation to a specific period. The Committee hopes that the Government will take the necessary measures in the near future to ensure that nursing mothers (irrespective of the period for which they nurse their children) are not employed in work processes involving exposure to benzene or to products containing benzene. It hopes that the Government's next report will contain information on the progress achieved in this respect.

Article 11, paragraph 2. With reference to its previous comments, in which it noted that, in accordance with Act No 903 of 9 December 1977, the minimum age for employment in work processes involving exposure to benzene or products containing benzene was set at 16 years of age. The Committee recalls once again that this provision of the Convention prohibits the employment of young persons under 18 years of age except young persons undergoing education or training who are under adequate technical and medical supervision. The Committee hopes that the Government will take the necessary measures in the near future to ensure that no young person under 18 years of age is employed in work processes involving exposure to benzene or products containing benzene.

The Committee hopes that the Government's next report will provide information on any progress achieved in this respect.